

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

La Commune

Décembre 2013

2,5 euros

Trimestriel *La Commune*,
journal en langue française de militants
du NPA membres du courant international
M.S.T- I.(IV^e Internationale)

L'Afrique dépecée !

Editorial : L'explosion sociale qui vient...(pp 2-3)

Dossier : Afrique (pp 4-6)

Editorial

L'explosion sociale qui vient...

La relative paix sociale dont bénéficiait le gouvernement s'est rompue depuis bien longtemps. Les directions syndicales et le front de gauche n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts en vue de maintenir cet équilibre précaire. Ainsi, grâce à elles, la contre-réforme des retraites est passée « comme une lettre à la Poste ». Jusqu'à ce que les lycéens, puis les salariés de Bretagne entrent en scène, sans directions, ni directives, de leur propre chef, à leur propre initiative. Le gouvernement et les institutions n'en sont que plus affaiblies.

Un rejet général

Jamais un gouvernement n'a été, à ce point, rejeté par la population. Les derniers sondages indiquent que le rejet de ce gouvernement a désormais gagné la base électorale du PS. Ils indiquent également que ce rejet ne profite pas à la droite institutionnelle, flanquée du FN. Les dernières élections partielles ont surtout été frappées du sceau d'une abstention ouvrière et populaire pulvérisant tous les records.

La décomposition du PS ne profite pas davantage au Front de gauche, lequel a été missionné pour monter en première ligne contre la mobilisation ouvrière et populaire qui a surgi spontanément en Bretagne, sur fond d'une rafale dévastatrice de plans sociaux, de restructurations et d'un appauvrissement de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Dispositif de verrouillage

Jusqu'à présent, avons-nous dit, le gouvernement et le MEDEF ont pu trouver abri derrière le dispositif de verrouillage des directions syndicales, lequel a permis de faire passer, sans heurts, ou

presque, la contre-réforme des retraites et de prévenir tout débordement des fausses actions initiées par Lepaon et Mailly, avec l'apport de Solidaires et de la FSU. Face à ce dispositif, le NPA n'a pas pesé car il avait signé la pétition nationale qui entérinait les précédentes réformes régressives des retraites et s'était ainsi lié les mains, tandis que le POI couvrait la direction de FO, y compris lorsque son Comité confédéral national ne s'est pas prononcé pour le retrait de la loi Hollande-Ayrault. Face à cette offensive contre leurs retraites, les salariés ont été privés du recours à leurs organisations, du fait des directions syndicales et, en particulier, de l'appareil de la CGT, intimement lié au Front de gauche.

L'illustration du vrai rapport de forces

Nous pourrions porter ce simple constat au compte d'un rapport de forces défavorable aux salariés qui ont, en effet, subi maints reculs dans la dernière période. Ce postulat n'est pas le nôtre. Tout indique, au contraire, que les directions syndicales ne prennent aucune initiative consistante de peur d'être débordées, de peur que même la désormais ancienne stratégie des « temps forts » ne suffise pas à empêcher un débordement mettant la grève générale à l'ordre du jour, dans une situation où le gouvernement est particulièrement faible et, donc, singulièrement vulnérable. La soumission des directions ouvrières au gouvernement et au patronat devient de plus en plus évidente. Ne pas le comprendre, le minimiser ou le sous-estimer est la marque d'un aveuglement coupable. C'est précisément ce que révèle, à sa façon, la mobilisation des salariés en Bretagne.

Parce que les salariés en question se sont mobilisés par eux-mêmes et cherché directement à se tourner vers la

population, les directions syndicales et le Front de Gauche se sont opposés frontalement – et, comment ! – à ce premier mouvement en rupture avec le gouvernement et sa politique dictée par l'Union européenne et le MEDEF. Bien sûr, on va encore nous dire que l'idée selon laquelle les masses voient l'issue dans l'action tandis que les directions syndicales cherchent à s'intégrer toujours plus dans les rouages de l'Etat et des entreprises est une vision grossière, schématique et sans nuances. Ben voyons...Avouons-le : nous avons la faiblesse de croire à cette loi de l'histoire que nos aînés ont décrite selon laquelle plus les masses vont à gauche, plus les appareils bureaucratiques vont à droite. C'est effectivement moins nuancé mais plus vrai que ceux qui croient qu'il est minuit dans le siècle ou pas loin, que les salariés ont la tête dans le sac et que, quoi que fassent ou ne fassent pas les directions syndicales le rapport de forces est en cette période « défavorable » ? Laissons donc les schémas de côté et partons des faits !

De quel côté est le corporatisme ?

Qui était à l'initiative des manifestations, le 2 novembre à Quimper, le 30 à Carhaix ? Le MEDEF du Finistère et la FNSEA ? Non : les salariés de l'usine Marine Harvest. Si la FNSEA et le MEDEF 29 ont pu se greffer sur cette mobilisation, c'est dans l'espace laissé vacant par les confédérations CGT et FO, la première optant, avec la FSU et Solidaires, pour des contre-manifestations peu suivies le 2, à Carhaix et le 23, dans plusieurs villes différentes, histoire de bien morceler le tout. Le MEDEF 29 ne pouvait laisser une partie du « petit patronat » entrer dans le sillage des salariés, sans rien dire. Mais, dès que le gouvernement a annoncé le report de l'Ecotaxe, le MEDEF 29 est retourné dans son poulailler et s'est

abstenu d'appeler à la manifestation du 30. C'est à ce moment-là que la branche FO- Bretagne a alors « découvert » que la mobilisation des Bonnets rouges devenait subitement « corporatiste ». Or, répétons-le, y compris contre les assertions de la fraction lambertiste de FO (voir plus loin), la mobilisation s'est assignée deux objectifs : le combat contre les licenciements et contre l'écotaxe. Le POI est donc venu, lui-aussi, à son tour et à sa façon, à la rescousse des directions syndicales arc-boutées contre les Bonnets rouges. Voici comment.

Citation du conseil fédéral national du POI :

« Le Conseil fédéral national (CFN) du Parti ouvrier indépendant se réunit alors que la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, tout entière au service de la classe capitaliste, sous l'égide de l'Union européenne, fait l'objet d'un **rejet grandissant de tous les secteurs de la population.**[...] C'est contre ce mouvement que – fait sans précédent depuis des décennies – la manifestation de Quimper a vu se mêler des organisations ouvrières et des organisations patronales revendiquant, ensemble, le « Pacte pour l'avenir de la Bretagne » dans une démarche corporatiste d'intégration préconisée par l'Union européenne. Tandis que d'autres organisations ouvrières, déclarant ne pas vouloir manifester avec les patrons, ont défilé à Carhaix en revendiquant, elles aussi, et en compagnie de représentants des partis du gouvernement, le « Pacte pour l'avenir de la Bretagne ».

Quand le POI couvre les directions syndicales

Le POI ment. Avec aplomb : La référence au Pacte pour l'avenir de la Bretagne se trouve exclusivement dans l'**appel intersyndical aux manifestations du 23 novembre, scellant l'unité des directions CGT/CFDT contre les bonnets rouges.** « Le pacte d'avenir est insuffisant » lit-on dans cet appel. « Aux propositions économiques qu'il contient, il faut ajouter un volet social conséquent qui prenne en compte l'urgence des situations. Ce pacte doit dessiner un avenir pour l'ensemble des filières et des territoires des pouvoirs publics et des entreprises, ce qui passe égale-

ment par un engagement fort des pouvoirs publics et des entreprises vis-à-vis des salariés ». La suite est éloquent :

« Les mutations industrielles, quand il est démontré qu'elles sont inévitables, doivent être anticipées pour permettre aux salariés de se réorienter et se former dans un parcours sécurisé et ainsi éviter les suppressions d'emploi. La mobilité des salariés doit être accompagnée par des droits importants et pérennes » ; « Il en découle pour l'Etat la mission impérative de s'assurer que les employeurs mettent en œuvre leurs obligations et que les droits des salariés soient effectivement respectés. Le contexte nécessite de nouveaux modèles articulant les exigences économiques, sociales et environnementales, pour sortir d'une crise dont les salariés ne sont pas responsables ».

Pourquoi mentionner la position du POI contre les Bonnets rouges ? (reprise quasiment mot-à-mot par la Tendence Claire dans le NPA) Tout simplement parce que cela permet de comprendre pourquoi FO Bretagne a retiré le tapis de son soutien à la manifestation de Quimper des Bonnets rouges : qui dirige FO Loire-Atlantique et influence donc fortement FO dans les départements bretons ? Poser la question, c'est y répondre...

S'il existe un germe de corporatisme, il est bien plutôt contenu dans ces quelques lignes de l'appel intersyndical. Ce germe du corporatisme et du poujadisme est véhiculé par les directions syndicales CGT-CFDT et CGC, UNSA, Solidaires et autres de Bretagne...Mais, la déclaration très solennelle du Conseil fédéral national du POI ne mentionne pas cet appel, il concentre son tir contre la manifestation de Quimper qui, répétons-le, était une **manifestation contre les licenciements et contre l'écotaxe et en aucun cas une manifestation pour le pacte d'avenir pour la Bretagne.**

Quelle est l'orientation des masses ?

Que s'est-il passé ? En Bretagne, des salariés se sont mobilisés, sans directions, entraînant dans leur sillage des paysans et des petits patrons sacrifiés sur l'autel des restructurations sans fins et des taxes dignes de l'Ancien Régime,

en rupture avec le gouvernement et sa politique, c'est-à-dire, en rupture avec la bourgeoisie. C'est contre ce mouvement profondément sain que Mélenchon est monté au créneau, pour le compte du gouvernement et du MEDEF, pour qu'il ne « déborde » pas sur l'ensemble du territoire. Le ridicule des « 100 000 » manifestants le 1^{er} décembre en est la continuité. C'est le mouvement indépendant des masses elles-mêmes, – et non les parades du Front de gauche épaulant la réforme fiscale d'Ayrault – qui trace la perspective de la lutte prochaine. Comme l'indiquait notre programme de transition : « L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques »

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran2.html>

Daniel Petri

13 décembre 2013

Dossier : Afrique

Mandela : un concert de louanges révélateur

Mandela est donc mort le 5 décembre 2013 à l'âge de 95ans. Il a aussitôt été salué par les dirigeants de la planète entière, y compris ceux qui au temps de l'apartheid, le qualifiait de «terroriste» et de «communiste». La palette des louanges va d'un bout à l'autre de l'arc politique et dépasse tout ce qui s'est fait en un siècle en matière de dithyrambe à l'échelle internationale. Pourquoi ? Quelques rappels s'imposent.

Incontestablement, Mandela a été un héros combattant contre l'abject régime de l'apartheid, cyniquement appelé par ses instigateurs «développement séparé des races», appliqué de manière méthodique depuis 1948 et la victoire du parti nationaliste blanc de Verwoerd. Bien avant, au 19^e siècle, les colons britanniques ont vaincu leurs homologues Boërs et également les africains autochtones, autochtones particulièrement combattifs comme les Zoulous ou les Xhosas, ethnies de Mandela. C'est dire que le colonialisme le plus intraitable était à l'oeuvre bien avant l'avènement de l'apartheid. Mandela est co-fondateur de l'ANC (african national congress) un parti ayant comme objectif la liquidation de l'apartheid et de l'hégémonie blanche, «simplement» si l'on peut dire. Autrement dit, un programme démocratique essentiel, une condition nécessaire mais pas suffisante à l'émancipation des peuples noirs, des métis, des Indiens immigrés en Afrique du Sud. C'est déjà beaucoup et ce combat a été victorieux au prix de beaucoup de sang versé. Mais en aucun cas l'objectif d'une révolution sociale n'était inscrit dans le programme de l'ANC. Et le SACP, le parti stalinien dit «communiste» d'Afrique du Sud a, comme ailleurs sur la planète dans les pays colonisés, signé un accord sans condition avec la bourgeoisie nationale renvoyant aux calendes grecques tout programme d'expropriation sociale et tout gouvernement socialiste, ouvrier et paysan. Dans certains états, comme la Chine avant 1949, une telle opération a avorté à cause de la poussée des masses. En Afrique du Sud elle a réussi : aujourd'hui une bourgeoisie noire arrogante et indécente, arriviste et lâche, cohabite avec la minorité de propriétaires blancs qui possède 80% des nombreuses ressources du pays. Qui ne connaît la De Beers et son empire diamantifère, pour prendre cet exemple ? Sans parler de l'accaparement des terres, où les fermiers jadis adeptes de l'apartheid exploi-

tent toujours leurs boys, leurs ouvriers agricoles et leur sol.

Pour que rien ne change

Le tournant du combat contre l'apartheid a été la répression de Soweto en juin 1976, suivie d'assassinats visant les plus irréductibles adversaires de l'apartheid : bien plus que l'ANC, c'est le mouvement «Conscience noire» dont le leader Steve Biko a été assassiné par la police blanche le 10 septembre 1977 ou encore l'Azanian Power, parti bien plus radical que l'ANC qui ont été frappés. Certes l'ANC ou le SCAP ont aussi leurs martyrs, comme Dulcie September, assassinée en 1988 à Paris 10^e par des agents de Pretoria. Mais Mandela est emblématique car maintenu 27 ans emprisonné dans l'île de Robben Island et extirpé de sa geôle en février 1990 par le gouvernement blanc de De Klerk, un vieux défenseur de l'apartheid qui a renoncé quand il a jugé que pour sauver les avoirs des blancs, il fallait partager le pouvoir avec les Noirs et renoncer à la ségrégation, au moins dans les textes. Mandela était le vecteur idéal pour la réalisation de cette nouvelle stratégie. En effet il présentait la garantie de ne pas agiter l'épouvantail de la socialisation des moyens de production et de limiter, même si c'était déjà un acte énorme, son combat à la suppression de l'apartheid. Chacun pour ses raisons propres, Mandela et De Klerk, ne pouvaient que se mettre d'accord. 1990 marque avec la libération de Mandela le début de la transition vers des élections où enfin un homme valait une voix, après des années de combat. Transition qui déboucha sur l'élection triomphale de Mandela en 1994. La situation de la masse des travailleurs et des chômeurs noirs allait-elle s'en trouver améliorée ?

Apartheid social

De 1994 à 2004, Mandela est à la tête de l'Afrique du Sud. En dix ans à peine 5% des dizaines de millions de mal logés ont pu habiter dans des bâtiments en dur. Aucune réforme agraire sérieuse n'est engagée. La bourgeoisie blanche détient

toujours plus de 80% des terres et des meilleures en totalité. A l'apartheid racial succède l'apartheid social. 55% des jeunes noirs de 25ans et moins sont chômeurs. On évalue à 52% la part de population qui vit sous le seuil de pauvreté et à 26% celle qui subit les carences nutritionnelles. Un habitant sur quatre ne mange pas à sa faim dans l'Afrique du Sud post Mandela ! Les géants du secteur minier n'ont jamais réalisé d'aussi juteux profits, même au temps de l'apartheid (or, argent, platine, diamants, cuivre). La scolarisation des plus pauvres n'est pas encore totalement effectuée. La santé est un problème majeur avec le SIDA qui, dans cette région du monde, est le plus ravageur de la planète, avec un homme sur six infecté par le VIH. Quand on sait que la ministre préposée à la Santé sous la présidence de Thabo Mbeki, qui a succédé à Mandela, déclarait qu'«après des rapports sexuels non protégés il suffisait de prendre une douche pour éliminer les risques», on mesure l'amateurisme avec lequel la Santé publique est traitée ! Alors, oui il y a eu progrès pour les peuples noirs d'Afrique du Sud sur le plan des droits de citoyens. Mais pour le reste, seule la bourgeoisie noire qui participe à l'exploitation des masses tire son épingle du jeu. A cette bourgeoisie, la bureaucratie dirigeante de l'ANC et celle des syndicats COSATU, se sont parfaitement intégrées. On constate que parmi les principaux actionnaires des sociétés exploitant les mines de platine se trouve l'ancien dirigeant syndical Cyril Ramaphosa. C'est sa société qui a fait tirer en 2012 sur les mineurs en grève à la mine de Marikana, faisant officiellement 34 morts. La police (noire) et les donneurs d'ordres jouissent toujours de l'impunité la plus totale. Et ce massacre n'est pas le seul. De nombreuses grèves de différents secteurs se sont terminées par une sanglante et sauvage répression. La bourgeoisie noire s'affiche comme l'héritière de ses homologues européennes du 19^e siècle, perpétuant l'exploitation la plus éhontée. Tout reste à faire en Afrique du Sud, et la conscience de la classe ouvrière et des larges masses s'aiguise : il n'est qu'à voir le relatif fiasco de la participation populaire aux

Dossier : Afrique

commémorations funèbres en l'honneur de Mandela. Dans un article récent du «Monde» daté du 12 décembre, plusieurs travailleurs interrogés disent clairement que le temps est proche où l'ANC perdra son hégémonie, de plus en plus de gens cessant d'être dupes sur la fiabilité de ce parti jouissant jusqu'à présent des rentes du combat de Mandela et de ses compagnons. Le temps des crises majeures se rapproche.

Paul Rauschert, 14/12/2013.

Centrafrique et France à fric

Les médias conjuguent leurs efforts pour présenter au bon peuple l'intervention militaire française en République centrafricaine à la fois comme humanitaire, favorable à la restauration de la paix et incontournable condition à l'installation de la démocratie. Bien entendu, il s'agit de tout autre chose.

Depuis l'indépendance, la République centrafricaine a toujours été le théâtre de coups d'Etat sans parler de la période précédant l'indépendance. En effet, le principal leader indépendantiste, Barthélemy Boganda, est mort en 1959, un an avant l'indépendance, dans un mystérieux accident d'avion. Il n'avait pas vraiment le profil agréé par l'Elysée, De Gaulle en l'occurrence. En 1960 fut installé le docile David Dacko, qui resservira «Paris» encore trente ans plus tard après le énième coup d'Etat. La France de Giscard a vu la montée sur le trône du loufoque Jean Bedel Bokassa qui se fit couronner Empereur en présence de VGE et destitué par le même VGE en 1979 lorsque l'affaire des diamants du «cher parent» commença à être singulièrement dérangeante. Depuis, de major Kolingba en civil à Félix Patassé, les régimes corrompus se sont succédé avec l'aval de l'Elysée et de ses locataires successifs.

Une suite de roitelets

Le territoire centrafricain est plus grand que la France et n'a que 4,5 millions d'habitants. L'Etat n'existe que sur le papier et la police ainsi que l'armée sont les premières à racketter les citoyens pour obtenir les versements des soldes que le gouvernement détourne. Ce n'est donc pas d'hier que les Centrafricains vivent dans l'angoisse et la terreur de tout ce qui tient des armes. La situation s'est compliquée depuis 2012, quand le régime du président Bozizé, dans la gabegie et l'incurie la plus complète, a été menacé par une coalition hétéroclite appelée Séléka, et composée en grande partie d'étrangers venus du Tchad et du Soudan, autrement dit de milices qui avaient déjà «œuvré» dans ces pays, tantôt contre le président tchadien Idriss Déby, tantôt pour celui-ci et contre le dictateur soudanais El Bechir, inscrit sur la liste des criminels de guerre par le TPI mais nullement inquiété. Les médias

présentent faussement cette opposition entre milices comme un conflit interreligieux. Il n'en est rien, ou plutôt il n'en était rien jusqu'à cette année 2013. Musulmans (moins de 20%), chrétiens et animistes (le reste) vivaient en bon voisinage dans l'ensemble. La Séléka a déjà menacé Bozizé fin 2012 et l'a contraint à la fuite en mars 2013, propulsant son chef Michel Diotodja au poste présidentiel, bien entendu sans élections. Celui-ci se proclame musulman et surtout annonce qu'il gouvernera par décret jusqu'en 2015, date à laquelle il envisage des élections présidentielles et législatives. Hollande n'a pas bougé pour Bozizé, il a fait au début le dos rond avec Diotodja. Des forces souterraines sont à l'oeuvre qui exacerbent les tensions. Comme au Sud-Soudan, des missions évangélistes sont largement présentes en République centrafricaine, souvent sponsorisées par des groupes ultra-réactionnaires américains. Dans le camp de la Séléka, il convient de signaler le rôle trouble du dictateur tchadien Idriss Déby. Celui-ci, arrivé au pouvoir en 1990 après une guerre civile à bénéficié de l'appui de l'Elysée qui lui a sauvé la mise en 2008 quand Sarkozy, après Chirac, a augmenté les effectifs de l'armée française présente au Tchad depuis quatre décennies et jusqu'à ce jour au titre de «l'opération Epervier», les troupes françaises écrasant une attaque de miliciens voulant renverser Déby. Il n'a guère montré de gratitude en accordant les licences d'exploitation du pétrole du gisement de Doba aux multinationales américaines plutôt qu'à Total. Et pourtant il est toujours protégé et tente de déstabiliser la Centrafrique, après un conflit par milices interposées avec le Soudan de Khartoum.

Le rôle de Déby

Déby tire les ficelles de la Séléka et ce faisant, protège son trône en se montrant comme un facteur de stabilité chez lui, allant jusqu'à fournir les contingents militaires les plus efficaces (de l'avis des officiers français), dans le nord malien dans le cadre de l'opération «Serval» et

Dossier : Afrique

dans la «MISCA», c'est à dire les troupes de l'ONU intervenant en Centrafrique. Lorsque la situation est mûre, il installe ses pions. Il dispose actuellement d'un répit avec ses propres Touaregs, les Toubous sont plutôt tournés vers la crise lybienne et le laissent provisoirement tranquille. La République centrafricaine est riche en diamants et possède un important gisement d'uranium à Bakouma, pour lequel le géant français AREVA compte investir beaucoup. Ce qu'on appelle dans les médias les «intérêts français» sont bien sûr ceux des entreprises capitalistes géantes dont la présence est protégée par des polices privées, les flics locaux n'ayant aucune fiabilité.

La recherche d'un pion

Pour Hollande comme pour le patronat français et d'ailleurs le patronat international, un Etat qui se délite complètement (ce fut déjà le cas au Mali) n'est pas un cadre propice à une «mise en valeur» du potentiel économique, en l'occurrence celui de l'ancienne colonie d'Oubangui-Chari. La question est donc de trouver un nouveau pion à placer au sommet de l'Etat en reconstruisant l'édifice étatique. Aujourd'hui, alors que la course aux ressources est encore plus effrénée qu'avant 1914, l'ex Oubangui-Chari offre des possibilités de mise en valeur d'autant plus attractives que la population est peu nombreuse. On ne peut séparer les problèmes de Centrafrique de ceux du Tchad. Etat artificiel dans les deux cas, il présente le concentré des fruits de la barbarie impérialiste: un régime en liquéfaction à Bangui, une dictature à Ndjamena.

Il est bon de rappeler que l'intervention française qui a sauvé Déby en 2008 lui a permis, dans la foulée, d'éliminer physiquement certains opposants comme Mahamet Saleh et de remporter des caricatures d'élections. Déby tire les marrons du feu à tous les étages pour satelliser la Centrafrique : grand pourvoyeur d'armes pour la Séléka, il en assure une partie des troupes, des mercenaires tchadiens de même qu'il fournit d'importants contingents de la MISCA, incapables de protéger la population mais tout à fait capables et ils l'ont montré, d'épauler la Séléka pour tirer sur les habitants et participer aux pillages.

Quant aux milices «anti-Balaka» (= anti-

machettes en langue sango), elles représentent pour une large part les soutiens à l'ex-président Bozizé et ont jugé opportun de lancer une offensive ensanglantant Bangui et Bossangoa (ville importante du nord-ouest) en vue d'obtenir une modification du rapport de force avec la Séléka à l'annonce de l'arrivée des troupes françaises. Ce qui démontre s'il en était besoin que, loin d'apporter une aide à la population, le débarquement français aggrave les rivalités et fait franchir un pas qualitatif au conflit.

Un soi-disant conflit religieux

Encore une fois les multiples ethnies de Centrafrique ne sont jamais entrées en guerre sur une base religieuse jusqu'à ces derniers mois. Maintenant c'est la chasse aux Peuls musulmans ou aux Bayas, Bandas, Nzakarar et Yakomas, plutôt catholiques ou évangélistes, tous étant au fond animistes et surtout ce sont les crimes en série qui peuvent se dérouler loin des grands axes prétendument sécurisés : tout l'Est et le Nord-Est du pays, là où Giscard chassait l'éléphant avec son cher parent Bokassa, échappent totalement aux armées soi-disant venues pour raisons humanitaires. Aucune infrastructure terrestre n'est viable dans la région de Birao du parc de la Zakouma. Là sévissent aussi les sinistres miliciens de l'ARS (armée de résistance du Seigneur) dirigés par le criminel Kony, un Ougandais qui a pris la succession de la défunte sorcière Alice Lakwena qui prétendait distribuer des amulettes rendant invincibles ses partisans, lesquels se sont spécialisées dans l'enrôlement forcé des enfants et les mariages forcés des jeunes villageoises avec les «vaillants guerriers». Kony a sa tête mise à prix depuis deux décennies mais s'en fiche royalement. Quant aux jeunes jugées stériles elles sont envoyées sur le trottoir dans les métropoles congolaises où le SIDA les attend. Le peuple centrafricain, on ne le dira jamais assez, est un peuple martyr.

Le chaos impérialiste

Il n'y a pas de bonnes solutions à un faux problème. C'est l'impérialisme mondial, chaque état poussant ses billes, Chine, Etats-unis, France en particulier dans le cas de l'Afrique équatoriale, qui est responsable de l'arriération économique, de la misère, et donc des

dérives découlant de cette misère : corruption, violence, famine, propagation des maladies vénériennes, analphabétisme, fanatisme religieux. La vague d'indépendance des années 60 a été comprimée dans son élan par la main mise économique sur les jeunes nations par les ex-puissances de tutelle et les multinationales. Certains Etats ont gardé un semblant de stabilité, d'autres se sont complètement délités, comme le régime de Bangui et sa république ex-impériale. Bien sûr des centaines de milliers de personnes voient dans l'armée française un sauveur, et qui pourrait le leur reprocher ? Dans les armées d'aujourd'hui, on diabolise les fanatiques criminels et on fait croire aux jeunes recrues que la grande muette est là pour protéger l'aveugle et l'orphelin, la France, et aussi, mais on ne le dit pas, Bouygues et Bolloré. Les camps de réfugiés deviennent eux-mêmes des abcès de fixation et des régions entières se vident, chaque civil fuyant vers les cavernes françaises de la MISCA pour sauver sa peau. La guerre civile, jusque là larvée, gagne alors en intensité, les anti-Balaka comptant sur l'armée française pour chasser la Séléka, et en même temps les Musulmans, (curieusement...). Autrement dit les cartes sont biseautées et la «protection» à géométrie variable. Quant au désarmement des milices, autant fouiller chaque case du pays, car les armes comme les miliciens savent se fondre dans le paysage. Un seul pas démocratique pourrait faire progresser la marche vers la fin de la guerre civile : des assemblées populaires élisant des délégués révocables, forgeant les bases d'un état nouveau. Mais on en est loin et s'en remettre à l'ex-puissance coloniale qui ne peut en finir avec la Françafrique pour rétablir la paix éloigne encore un peu plus des solutions.

Paul Rauschert, 15/12/2013



Trimestriel

N°90 nouvelle série - N°148 ancienne série

Rédacteur en chef: Elie COFINHAL

Comité de rédaction : Wladimir SUSANJ,
Pierre-Yves CHIRON, Pedro CARRASQUEDO,
Eric CLERIN, Anne GITAMENN, Benoît TAUSSAC,
Jérôme LEFAURE, Daniel PETRI, Alain FOULON.

correspondants : Domingo BLAYA-BARREA,
Mikel LANDABURU, (Etat espagnol) Youssef RAM-
DANE,(Algérie), Alternativa socialista (Argentine),
Marea socialista (PSUV-Venezuela) .

Directeur de publication :

Pedro CARRASQUEDO.

Commission paritaire 0611G88134

ISSN 1271-1101

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* ».

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'Humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à proclamer la IV^e Internationale en 1938. Notre drapeau, c'est la IV^e internationale. Notre programme : le Programme de Transition.

Nos liens :

Venezuela : www.aporrea.org

www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

Le problème national

et les tâches du parti prolétarien

« Les trois quarts de la population de l'Afrique du Sud - presque 6 millions sur 8 - sont des gens de couleur. La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur personnalité, le développement de leur culture. Dans ces conditions, la République sud-africaine deviendra avant tout une république « noire » : cela n'exclut, bien entendu, ni une complète égalité de droits pour les Blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des Blancs). Mais il est absolument évident que la majorité écrasante de la population, affranchie de la dépendance servile, marquera l'Etat d'une empreinte déterminante.

Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial). »

Léon Trotsky, 20 avril 1935 (Œuvres tome 5, p 242)

